INFO BIRMANIE

Les Nouvelles de Birmanie
Mai 2015

## Les chiffres du mois

Les femmes représentent ne représentent que

**4% des forces de police birmanes**.

Paradoxalement, le droit de vote a été accordé aux femmes en 1929 en Birmanie (contre 1944 en France).

**3 millions de personnes**

souffre de malnutrition en Birmanie selon l'ONU et

**35% des enfants** de moins de 5 ans ont une croissance ralentie liée à une alimentation insuffisante ou de mauvaise qualité.

**Au moins 130 000** rohingyas ont fui la Birmanie par bateau depuis 2012 selon les Nations Unies.

Depuis janvier ils sont **plus de 25 000** à avoir fui, soit presque deux fois plus qu'en 2014 à la même période.

Chris Lewa de l'organisation Arakan Project estime qu'**entre 7000 et 8000 migrants** clandestins étaient piégés en mer au mois de mai.

**AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE**

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

INFO BIRMANIE

# Les Nouvelles de Birmanie
# Mai 2015

## Les événements clefs du mois

**Les combats s'intensifient dans l'Etat Kachin et l'Etat Shan, les civils sont régulièrement la cible d'attaques.**

**Conflit kokang :** Pour le 4e mois consécutif, les affrontements entre l'armée nationale (Tatmadaw) et les forces Kokang (MNDAA) continuent dans la région auto-administrée du Kokang dans l'Etat Shan. L'armée Ta'ang (TNLA) soutient parfois la MNDAA. Le 19 mai, le Président Thein Sein a prolongé l'état d'urgence dans la région Kokang pour 90 jours. Par ailleurs, le gouvernement diffuse des vidéos expliquant le conflit kokang, mettant ainsi en place une propagande stratégique. Des obus visant le Kokang ont de nouveau atterri en Chine, blessant des civils chinois dans la province du Yunnan. C'est le 5e incident de ce type depuis mars.

**Conflit kachin et shan** : Les troupes birmanes intensifient leurs attaques en procédant à des raids aériens contre l'armée Kachin (KIA) et la TNLA dans l'Etat Kachin et Shan, impactant directement les civils. Des obus ont été tirés sur des écoles et des maisons, et la torture et les meurtres contre les civils continuent. Un adolescent a notamment été tué alors qu'il passait un check point à mobylette dans l'Etat Shan.

**Le régime continue de condamner des manifestants pacifiques et des paysans.** Au mois de mai, 12 paysans, 9 activistes et 1 universitaire ont été condamné à des peines de prison allant de 15 jours à 4 ans et 4 mois de prison avec travail forcé. Leurs tords : avoir manifesté contre la confiscation de leurs terre, contre le meurtre d'une paysanne ou pour leur participation à une manifestation illégale.

**Les demandes des ouvriers de Rangoun pour des meilleures conditions de travail. restent insatisfaites.** Le 1er mai, dans les zones industrielles de Rangoun, des milliers d'ouvriers ont organisé une journée de grève des travailleurs pour demander la hausse de leurs salaires. Un autre groupe de 500 personnes a émis 11 demandes clés. Le salaire minimum national a été établi pour la dernière fois en 1993 à 20 Kyat par jour soit 2 centimes de dollar. Bien qu'une loi sur le salaire minimum et les décrets d'application assortis aient été adoptés en 2013, le régime a sans cesse retardé la mise en place d'un salaire minimum national arguant qu'il était nécessaire de faire un sondage sur le coût de la vie. Les employeurs peuvent donc librement fixer le salaire minimum quotidien, qui se situe actuellement entre 900 et 1300 kyat soit entre 90 centimes et 1,3 dollar. Le 7 mai, la Commission du tribunal du travail a ordonné à des compagnies hongkongaise et coréenne de réembaucher 158 ouvriers qui avaient fait grève, dans les 30 jours. Costec, la compagnie coréenne a fait appel de la décision de la Commission.

**Le tribunal militaire a acquitté deux soldats de l'armée nationale pour le meurtre d'un journaliste** selon une déclaration du 8 mai de la commission des Droits de l'homme du régime. Le journaliste freelance Aung Kyaw Naing (dit Par Gyi) a été tué le 4 octobre 2014 alors qu'il était en prison. Le tribunal avait rendu sa décision le 27 novembre 2014, avant même les recommandations de la Commission des Droits de l'Homme données en décembre à propos d'un procès civil. Les auditions du tribunal civil sont actuellement en cours.

**AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE**

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

**Les données du recensement national d'avril 2014 ont été publiées le 29 mai.** 1,2 million de personnes en sont exclues. En effet, les populations de l'Etat d'Arakan, Kachin et Karen, dont les rohingyas et d'autres minorités, n'ont pas été comptabilisées. La population officielle s'élèverait à 51 486 253 personnes. Les femmes représentent 51,78% et la population rurale près de 70% de la population totale. 62 enfants sur 1000 qui naissent meurent avant d'atteindre 1 an. Le taux de mortalité infantile est 40% plus élevé dans les zones rurales. L'espérance de vie est de 63,9 ans pour les hommes et de 69,9 pour les femmes. La moitié de la population a moins de 27 ans. Seuls 16% des foyers ont l'électricité, 69,2% des foyers dépendent du bois de chauffage. 1 foyer sur 10 a l'eau courante, 1 tiers des foyers ont un téléphone et seulement 6% ont un accès internet. Les données sur l'ethnicité et la religion seront divulguées en 2016.

**Le ministère de la Pêche a engagé des procédures judiciaires à l'encontre de 12 usines de l'Amarapura pour pollution.** Les déchets industriels provenant de leur sites se seraient écoulés et aurait ainsi détruit une quantité massive de poissons et la faune alentour dans le lac de Taunghaman. Myo Aung, directeur du département des Pêches de la région de Mandalay explique la position gouvernementale : « Nous avons les résultats d'une enquête sur la qualité de l'eau et nous avons des preuves provenant d'une étude effectuée par le département municipal de l'eau et du sanitaire ». « Nous avons engagé l'action auprès du poste de police local le 4 mai. Ils [les propriétaires des usines] ont le droit de prouver que leurs eaux usées étaient propres avec le soutien des experts ».

**Lundi 4 mai, des paysans ont manifesté à Loikaw, capitale de l'Etat Karenni (aujourd'hui Etat Kayah).** Environ 350 paysans, originaires des 8 districts de l'État Karenni, se sont rassemblés devant le tribunal de la ville, pour attendre le jugement de six autres paysans, accusés de violation de propriété privée. Ces cultivateurs ont écopé d'une amende de 500 kyats (environ 50 centimes d'euro) ou vingt-cinq jours en prison pour avoir labouré les champs qui leur ont été confisqués par l'armée. Cette amende peut sembler faible elle est pourtant importante pour un fermier Karenni. Elle représente surtout une occasion pour les autorités locales de montrer qu'elles ont toujours le dernier mot. Souvent dans l'Etat Karenni, les paysans ne touchent aucune compensation financière, les lois protégeant la propriété privée des petits propriétaires agricoles n'existant pas en Birmanie. Ce rassemblement est un événement historique. S'il s'agit d'une des premières manifestations de paysans à Loikaw, ce ne devrait pas être la dernière. En effet en janvier dernier, les paysans, ont créé un syndicat : le KSFU. Ils se sont mis d'accord sur leurs lignes d'action et objectifs. Ce comité permet aux paysans de s'informer sur leurs droits et de se sentir moins seuls face aux autorités Certains espèrent même récupérer les terres qui leur ont été confisquées vingt-cinq ans plus tôt.

**Le Président a promulgué la loi sur le contrôle démographique le 19 mai.** Elle correspond à l'un des textes du package de loi pour la « protection de la race et de la religion ». Cette loi autorise le régime à déterminer des zones, selon des indicateurs socio-économiques, où les femmes devront attendre 36 mois entre deux grossesses. Les méthodes de mise en œuvre et les peines encourues par les contrevenants ne sont pas encore spécifiées. Le texte a été signé en dépit des objections des groupes de défense des droits et des préoccupations de la communauté internationale quant à son application dans la répression religieuse et ethnique, en particulier à l'encontre des rohingyas.

Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

# Les focus du mois

## Exode des rohingyas : la France doit faire pression sur les autorités birmanes

Info Birmanie est très préoccupée par la crise humanitaire qui se déroule dans le détroit de Malacca et la mer d'Andaman. Selon l'Organisation internationale pour les migrations, plusieurs milliers de migrants se trouveraient, depuis plusieurs semaines, sur des embarcations de fortune, en pleine mer. Ces réfugiés de Birmanie et du Bangladesh, dont la plupart sont issus de la minorité musulmane rohingya, cherchent à fuir les persécutions dont ils sont victimes dans leur pays depuis de nombreuses années.

Plusieurs États ont haussé le ton contre la Birmanie dont les politiques discriminatoires conduisent ces migrants à fuir, mais aussi contre la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie qui ont refoulé ces bateaux vers la mer, condamnant leurs occupants à une mort certaine. La France, pays des Droits de l'Homme, est restée silencieuse.

Face aux pressions internationales la Malaisie et l'Indonésie se sont finalement engagées à ne plus refouler les bateaux en mer, à porter secours aux migrants en détresse et à les accueillir temporairement sur leur territoire. Info Birmanie salue ces annonces.

Cependant aucune mesure n'est prise pour résoudre le fond du problème et l'origine de l'exode massif de ces réfugiés. La crise humanitaire que vivent les rohingyas dure depuis des années et ne prendra pas fin tant que le gouvernement birman mènera une politique de discrimination et de répression contre la minorité musulmane.

Cette crise humanitaire effroyable était en effet prévisible. Depuis des décennies, les rohingyas ont été systématiquement privés de citoyenneté et soumis à des politiques discriminatoires et répressives par le gouvernement. Le regain des tensions en 2012 a fait plus de 200 morts et conduit 140 000 personnes à fuir leurs maisons et villages. Les autorités birmanes sont complices de ces violences et ont manifesté un manque flagrant de volonté de respecter et protéger cette minorité musulmane. Elles leur ont imposé des restrictions religieuses et familiales et ont renié leurs libertés fondamentales. Les rohingyas ne peuvent pas se déplacer librement et leur accès à l'éducation, la santé et l'emploi est limité.

Aujourd'hui, ils sont prêts à risquer leur vie pour échapper à ces conditions de vie. Ils n'ont d'autre choix que de quitter leur pays par la mer, et se retrouvent ainsi embarqués sur des bateaux, livrés aux mains de passeurs peu scrupuleux. Chaque année, cet exode est particulièrement important avant la saison des pluies, période où les conditions de vie s'aggravent encore dans les camps de déplacés et pendant laquelle la mer est plus calme.

Cette année, les discriminations s'étant encore accrue contre les rohingyas en Birmanie, leur exode a été 30% plus important qu'à la même période en 2014. De plus, le 1er mai, au moins 30 corps, présumés rohingyas, ont été découverts dans un camp près de la frontière entre la Thaïlande et la Malaisie. Détenus par les passeurs, ils seraient morts de faim et de maladies car leur famille ne pouvait pas payer les rançons



Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

exigées pour leur traversée. Suite à cette découverte macabre, les autorités thaïlandaises ont mis en place des politiques répressives pour lutter contre le trafic d'êtres humains dans la région. Elles ont désorganisé les filières clandestines : les passeurs, qui avaient l'habitude de passer par la Thaïlande et qui s'en sont trouvés empêchés, ont alors abandonné les bateaux en mer, laissant ces personnes dériver sans eau potable, médicaments ni nourriture.

Depuis des années, les migrants birmans et bangladais sont considérés comme des parias qu'aucun pays ne souhaite accueillir. Leurs embarcations sont régulièrement refoulées par les pays de la région sans que la communauté internationale ne s'en préoccupe. La crise actuelle met seulement en lumière une situation catastrophique qui ne peut plus durer.

A l'initiative de la Thaïlande, une réunion régionale sera organisée le 29 mai pour évoquer le problème de la migration clandestine et le sort à réserver aux migrants interpellés : amende, prison et rapatriement. Fidèle à ses politiques répressives, la Birmanie a annoncé qu'elle pourrait la boycotter.

Le 11 mai, la NLD, le parti d'opposition d'Aung San Suu Kyi, s'est enfin exprimé après des années de silence sur le sort des Rohingyas. « S'ils ne sont pas acceptés (en tant que citoyens), ils ne peuvent pas juste être envoyés en mer. […] Ce sont des être humains, ils ont des droits » a déclaré Nyan Win, porte parole du parti.

Alors que la Birmanie est confrontée à un nationalisme bouddhiste très fort et que les élections législatives approchent, il s'agit d'un sujet explosif. Comme en témoigne la réaction du gouvernement birman qui récuse toujours toute responsabilité dans le drame des boat people. Le 18 mai, la ministre de l'information a déclaré « comprendre l'inquiétude internationale » mais n'a jamais prononcer le mot « rohingya», terme que les autorités birmanes refusent toujours de reconnaître.

La France doit utiliser son influence diplomatique et économique pour que le gouvernement birman exerce son obligation de protéger son peuple. Sans reconnaissance de la minorité ethnique et de ses droits, l'exode des rohingyas continuera.

## Sommet régional de Bangkok : le sort des rohingyas est loin d'être réglé

Le 29 mai, à l'initiative de la Thaïlande et des Nations Unies, 17 pays ont participé à un sommet régional, à Bangkok, pour tenter de résoudre la crise des migrants en Asie du Sud-Est.

Parmi les pays présents, l'Indonésie, la Thaïlande, le Bengladesh, la Malaisie et la Birmanie sont directement concernés par la situation. L'Australie, les Etats-Unis, l'Afghanistan, le Japon, l'Inde et d'autres, indirectement touchés, ont également participé. Trois organisations internationales étaient également présentes : l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).



Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

Les trois objectifs de la réunion étaient d'évoquer la crise actuelle, d'envisager des solutions de long terme et de lutter contre les réseaux criminels qui profitent de la détresse de ces populations. Alors que le représentant thaïlandais déclarait seulement : « *le principal dossier est de sauver des vies et de s'attaquer aux réseaux* » sans pointer du doigt la Birmanie, Volker Turk, du HCR exhortait la Birmanie à prendre des mesures contre le flot de migrants qui fuient depuis des années les persécutions. Il a souligné la nécessité « que la Birmanie assume entièrement ses responsabilités, envers tous ses habitants » pour résoudre le problème. « *Accorder la nationalité est le but ultime* ». Ses commentaires ont provoqué la colère du représentant birman, le Secrétaire général des affaires étrangères, Htin Lynn qui a accusé l'ONU de « stigmatiser » la Birmanie en mettant en avant sa « responsabilité » dans la crise. Il a, par ailleurs, estimé que ces paroles représentaient une « politisation » de la problématique de migration, et ajouté, comme le fait systématiquement la Birmanie, que ces problèmes relevaient des affaires internes. La pression diplomatique s'accentue sur la Birmanie et le Bengladesh, pays à l'origine de l'exode massif de ces dernières années.

La Birmanie avait dans un premier temps décidé de boycotter les discussions, puis avait accepté de participer à condition que le terme « rohingya » ne soit pas utilisé. Cette stratégie lui a permis de faire passer sa venue comme une faveur, auprès des pays pour lesquelles la réunion constituait une occasion indispensable de racheter leur conduite. Pour les participants, l'objectif de ce sommet semble en effet être purement médiatique, sans véritable intention de s'attaquer à la racine de la crise. Depuis des années, les autorités thaïlandaises, malaisiennes et birmanes sont impliquées dans ces trafics extrêmement lucratifs et l'ensemble des pays de l'ASEAN a préféré fermé les yeux plutôt que de venir en aide aux migrants. En une journée, comment résoudre un problème qui dure depuis des décennies et dont la responsabilité n'est assumée par personne ? Comment aborder constructivement le sujet sans utiliser le terme « rohingya » qui désigne la majorité des personnes concernées ? Par ailleurs, excepté pour la Thaïlande, les représentants des Etats présents étaient de « simples » délégués et non pas des représentants ministériels.

Les pays de l'ASEAN ne se sont pas compromis et n'ont pas pointé du doigt la responsabilité de la Birmanie. On aurait, notamment, pu attendre de la Malaisie un engagement plus important au sein de la réunion, c'est un pays qui a de plus en plus de poids économique et qui représente la première destination de ces réfugiés.

Il est important de noter que, régulièrement, l'ASEAN s'émeut de la situation des rohingyas mais aucune action concrète n'est jamais prise. En 2008 une crise similaire avait déjà eu lieu, mais l'organisation qui travaille sur le sujet depuis 1999, n'avait pris aucune mesure, se cachant, une nouvelle fois, derrière le principe de non-ingérence.

Pendant ce temps, la police thaïlandaise continue de chercher les camps abandonnés à la frontière malaisienne, 130 corps de migrants clandestins ont été retrouvés dans la jungle. Près de 3500 migrants affamés sont arrivés sur le sol thaïlandais, malaisien et indonésien et l'ONU estime qu'encore 2500 personnes sont encore piégées en mer alors que la mousson arrive. Les sauvetages continuent et les Etats Unis ont, finalement, obtenu l'autorisation de la Thaïlande de survoler la zone à la recherche de bateaux en perdition.

Tandis que l'opinion publique internationale s'émeut de la crise que traverse cette minorité persécutée, Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix, reste réservée et ne s'est pas engagée en faveur des rohingyas. Son aura internationale s'en trouve ternie et son pragmatisme politique est largement critiqué. Le Dalaï Lama l'a même appelée à sortir de sa réserve.



Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org

## En Birmanie, les groupes armés ethniques s'associent et fixent les conditions d'un accord de paix avec le gouvernement

Après l'enthousiasme suscité par l'accord de principe sur une ébauche de cessez-le-feu national entre le gouvernement et les représentants des groupes armés ethniques (NCCT), il devient évident pour les observateurs que cet accord d'abord jugé « historique », est loin d'aboutir. En effet, de nombreux obstacles continuent de menacer le processus de paix : la poursuite des attaques et des violations des Droits de l'Homme par l'armée birmane, le manque de reconnaissance et d'inclusion des parties prenantes au conflit, la Constitution de 2008, et un manque de confiance général.

Du 1er au 6 mai, 12 groupes armés ethniques ont participé au sommet de Panghsang, organisé dans le territoire contrôlé par l'armée Wa (UWSA), dans l'Etat Shan, pour discuter de cette ébauche d'accord de cessez-le-feu. La déclaration publiée à la fin du sommet montre que les groupes armés ethniques ne sont pas prêts de signer un accord final :

La déclaration dénonce les violations des droits de l'homme commises par l'armée birmane et l'appelle à cesser immédiatement ses offensives militaires contre les groupes armés kachin, Kokang, Ta'ang et Arakanais. En effet la KIA, la MNDAA, la TNLA, l'AA sont toujours les cibles d'attaques de l'armée.

La déclaration appelle le gouvernement birman à inclure aux pourparlers de paix, l'ensemble des groupes armés ethniques. Le gouvernement souhaite accélérer la signature de l'accord de cessez-le-feu mais ne souhaite pas signer un accord avec tous les groupes ethniques armés signent. Le secrétaire général de la TNLA, Tar Bong Kyaw estime qu'il est évident que le gouvernement tente de diviser l'alliance des groupes ethniques armés : diviser pour mieux régner. Toutefois ceux-ci ont clairement manifesté leur solidarité face aux attaques de la Tatmadaw, en déclarant qu'aucun groupe ne sera « laissé de coté », et qu'il n'y aura signature d'un accord que si tous les groupes sont inclus au cessez-le-feu.

La déclaration appelle à l'amendement de la constitution pour permettre un « Etat fédéral qui garantisse l'égalité et l'auto détermination » des groupes ethniques. Tous les représentants ethniques sont d'accord pour mettre fin aux conflits si une union fédérale était mise en place suite au dialogue politique. En effet, la constitution de 2008 garantie à l'armée le contrôle du pays et n'accorde pas aux minorités ethniques la reconnaissance constitutionnelle de leurs droits pour laquelle elles se battent depuis plus de 50 ans.

Le président et son gouvernement sont peut être prêts à finaliser l'accord de cessez-le-feu, cependant, l'accord final n'a toujours pas été signé et les groupes armés rejettent toujours en bloc l'approche gouvernementale.

De nouvelles discussions de paix seront organisées par la NCCT au mois de juin, à Law Khee La, le quartier général du Karen National Union (KNU).



Info Birmanie
La Ruche - 84, quai de Jemmapes - 75010 Paris
07 62 80 61 33
infobirmanie@gmail.com
www.info-birmanie.org